



FORUM MONDIAL DES RÉGIONS DE CGLU

Dialogues politiques de haut niveau et déclaration commune

**18 novembre 2021
14h - 16h CET**

Inscriptions ouvertes jusqu'au 12 novembre sur [ce lien](#)

Note informative

L'année 2021 marque les cinq ans depuis l'adoption du Nouvel agenda urbain lors de la conférence Habitat II à Quito. Parmi les nombreuses avancées et transformations mises en œuvre, ressortent l'importance d'adopter une approche territoriale, les liens ruraux-urbains et la gouvernance multi-niveau. Notre défi commun est celui d'établir un nouveau contrat social plaçant le soin des personnes et de la planète au cœur des politiques territoriales.

Les dialogues de haut niveau aborderont le rôle unique des gouvernements régionaux pour améliorer les liens et la gouvernance collaborative vers un avenir de solidarité, pour les générations actuelles et futures.

Objectifs

Cette session rassemblera des membres clés du réseau des gouvernements locaux et régionaux, dont des représentant·e·s de haut niveau d'États fédérés, de régions et de provinces, des président·e·s de réseaux et de partenaires d'autres continents, afin de repenser la manière de travailler ensemble pour porter une voie commune dans les forums internationaux.

L'approche territoriale fait partie fondamentale des efforts vers la localisation des agendas mondiaux, car elle permet de créer des liens au sein de l'écosystème des villes de toutes les tailles, métropoles, routes, infrastructures, environnements construits et naturels. La session portera également sur le rôle des régions dans le développement d'actions adaptées au contexte local et répondant sur mesure aux dynamiques territoriales.

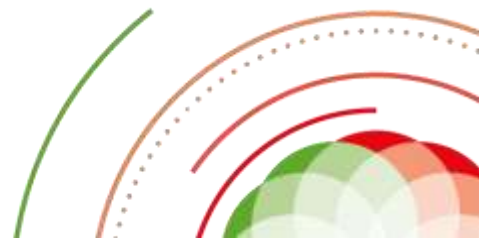
Ces échanges de haut niveau aborderont la complexité des défis découlant de la pandémie de la COVID-19, combinée aux crises climatique, de la pollution et de la biodiversité. Les obstacles à surmonter requièrent une vision transversale des sujets interconnectés sur le territoire, tels que la fourniture de services, les variations démographiques et le besoin de renforcer la collaboration entre les sphères de gouvernement, avec les communautés locales et toutes les parties prenantes.

À la clôture du Forum des régions de CGLU, une déclaration finale sera adoptée.

Programme

Présidente de la séance : **Mme Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU

Mots d'introduction (15 minutes)





- **M Mohammed Boudra**, président de CGLU
- **M Pablo Jurado**, président de la région de Imbabura, président de CONGOPE, vice-président de CGLU et président du Forum des régions

Dialogue I – Construire les territoires comme des écosystèmes intégrés : un pacte pour la planète (50 minutes)

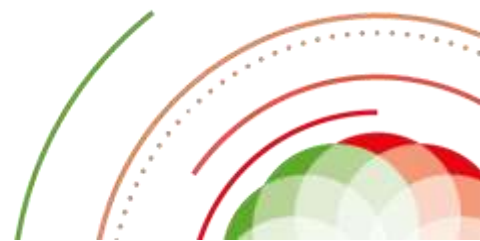
- **M Apostolos Tzitzikostas**, gouverneur de la région centre de la Macédoine, président du Comité européen des régions
- **M Koo Manseon**, gouverneur par interim, Province spéciale autonome de Jeju
- **M Fatimetou Abdel Malick**, président, conseil régional de Nouakchott
- **M Aníbal Gaviria**, gouverneur d'Antioquia
- **Mme Marcela Villareal**, directrice, Unité des partenariats et de la coopération Sud-Sud, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- **Mme Arantxa Tapia**, ministre du développement économique et des infrastructures du gouvernement Basque, présidente de Regions4
- **M Aysen Nikolaev**, chef de la République de Sakha, Yakutia, vice-président de CGLU-Eurasie
- **M Stefano Bonaccini**, président du Conseil des communes et des régions européennes (CCRE), président de Emilia-Romagna

Dialogue II – Accélérer les agendas urbains grâce aux gouvernements régionaux : un pacte pour les personnes (50 minutes)

- **M Edgar Pieterse**, Conseiller UBUNTU de CGLU, directeur du Centre africain pour les villes
- **M Jordi Puigneró**, ministre des politiques digitales et du territoire et vice-président, gouvernement de la Catalogne
- **Mme Carole Delga**, présidente de la région Occitanie, présidente de Régions de France
- **M Martin Nyaga Wambora**, gouverneur du département d'Embu, président du Conseil des gouverneurs du Kenya
- **M Luciano Rivas**, gouverneur, Ayracuani
- **M Adama Diouf**, président du conseil départemental de Kaffrine, vice-président de l'ORU Fogar
- **Mme Lamia Kamal-Chaoui**, directrice, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE
- **M Magnus Berntsson**, président de l'Assemblée européenne des régions, ministre régional de l'environnement et vice-président du conseil régional, Västra Götaland
- **Mme Veronica Magario**, vice-gouverneur, province de Buenos Aires

Session de clôture - Adoption de la déclaration du Forum mondial des régions (5 minutes)

Format





Cette session se tiendra dans un format hybride, à la fois en présentiel et en ligne, dans le cadre du Conseil mondial de CGLU, à la Smart City Expo.

- Tour à tour, chaque intervenant·e sera invité·e à s'exprimer pendant 4 minutes au plus, en répondant aux questions d'orientation ci-dessous. Il est préférable de considérer un maximum de 2 questions pendant la prise de parole.
 - Suite aux interventions des panélistes, le/la modérateur·rice prendra les réactions des participant·e·s, chacune de 2 minutes au plus.
- Un compteur sera affiché à l'écran et vous êtes cordialement invité·e·s à maintenir les prises de paroles dans le temps imparti.

Une interprétation simultanée sera disponible en espagnol, en anglais et en français.

Questions d'orientation

Vision générale

1. Quel a été le rôle des gouvernements régionaux lors de la pandémie de la COVID-19 ? Quelles nouvelles priorités ont été inscrites à l'agenda des régions et devraient être adoptées pour les prochaines années ?
2. Les gouvernements régionaux sont des acteurs indispensables pour assurer l'approche territoriale dans les agendas mondiaux. Quels sont les obstacles principaux et les bonnes pratiques pour une gouvernance territoriale robuste, en collaboration avec les autorités locales et nationales ?

Dialogue I – Construire les territoires comme des écosystèmes intégrés : un pacte pour la planète

1. Les systèmes alimentaires, l'action climatique, la conservation de la biodiversité, l'infrastructure digitale et de mobilité, la protection des ressources d'eau et des autres biens communs, dépendent tous des liens urbains-ruraux et d'un système territorial plus large. Comment les gouvernements régionaux peuvent-ils relier ces sujets entre eux et contribuer à créer des politiques territoriales cohérentes ? Quelles sont les aires de travail qui mettent en avant le rôle des gouvernements régionaux ?
2. Face aux crises complexes mondiales, incluant l'urgence climatique, la perte de la biodiversité et la pollution, quelle est la contribution principale des gouvernements régionaux pour enclencher la transformation écologique des territoires et atteindre la neutralité carbone, tout en développant une nouvelle relation avec la planète et en mettant en œuvre les agendas mondiaux tels que l'Accord de Paris et le nouveau cadre mondial de la biodiversité ?

Dialogue II – Accélérer les agendas urbains grâce aux gouvernements régionaux : un pacte pour les personnes

1. Les territoires sont essentiels pour garantir la justice sociale, car ils permettent d'élaborer et de mettre en place des politiques et actions ajustées au terrain, en étroite collaboration avec les communautés et les parties prenantes locales. Quelles sont les contributions centrales des gouvernements régionaux pour garantir les services publics, les droits digitaux et une qualité de vie pour tout le monde dans sa diversité ?



2. Placer les soins au cœur de l'organisation territorial est un prérequis pour résoudre les inégalités intra et interurbaines, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales, pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte. Comment les gouvernements régionaux contribuent-ils à faire face aux inégalités entre les villes et les territoires, à offrir l'égalité d'opportunités pour tous·tes et à prendre en charge les enjeux du dépeuplement ?

